

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 15/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KALHYGE (Ex Ininitial BTB)

Zone Artisanale
du Clos de la Rode
11590 Cuxac-D'aude

Références : DREAL-UID11/66-C3-2025-370
Code AIOT : 0018200064

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 août 2025 dans l'établissement KALHYGE (Ex Ininitial BTB) implanté Zone Artisanale du Clos de la Rode 11590 Cuxac-d'Aude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KALHYGE (Ex Ininitial BTB)
- Zone Artisanale du Clos de la Rode 11590 Cuxac-d'Aude
- Code AIOT : 0018200064
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Kalhyge à Cuxac d'Aude est une blanchisserie industrielle, autorisée pour laver 20 tonnes de linge par jour (vêtements de travail, draps, serviettes, torchons, tapis, etc.). Elle utilise essentiellement de l'eau chaude et des produit lessiviel. Les rejets d'effluents industriels sont pré-traités sur le site puis dirigés

vers la station d'épuration urbaine de la commune.

Un dispositif de réception, de tri, de repassage, de traçabilité, de stockage et d'expédition complète l'organisation générale du site.

Le site est historiquement présent sur la commune de Cuxac d'Aude dans un secteur devenu sensible aux inondations et protégé depuis par des digues.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	
5	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Demande d'action corrective	
14	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
2	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
6	Attestation de capacité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	Sans objet
7	CERFA 15497*04	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82	Sans objet
8	Etiquetage équipements de fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 07/02/2024, article Art. 12 Règlement F-GAZ	Sans objet
9	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
10	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
12	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Sans objet
13	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
15	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
16	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
17	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
18	Méthodes de traitement des déchets FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
19	Autorisations/ Restrictions FDS (« pour aller plus loin »)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remontée des consommations en période de sécheresse via GIDAF n'était pas en place au moment du contrôle.

Il n'y a pas d'extincteur à poudre sèche à proximité des climatisations utilisant le gaz R32, ce qui n'est pas conforme aux prescriptions de la FDS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon

une procédure écrite affichée sur site ;

- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :

La ressource en eau alimentant les forages du site sous le statut d'alerte renforcée selon l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2025. Les prélèvements du site sont donc comparés au niveau autorisé en alerte renforcée dans l'arrêté portant sur les mesures à prendre en situation de sécheresse, lequel est plus restrictif que l'arrêté ministériel.

Le prélèvement est limité à 111.5m3/j, soit la moitié de la normale.

Les données montrent que les prélèvements réels ont été inférieurs à ce seuil chaque jour, avec des valeurs constatées allant de 90 à 110 m3/j.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

Constats :

Le volume de référence (223 m3/j) a été calculé en s'appuyant sur 20t de linge par jour et un volume d'eau utilisé de 11l/kg de linge.

Le niveau d'activité actuel tourne plutôt autour de 10 à 12t/j.

De plus, la consommation d'eau a été optimisée à 8.5l/kg de linge.

Ce mode de calcul n'est pas cohérent avec celui prévu dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Toutefois, l'installation étant concernée par une exemption, ce mode de calcul ne lui est pas directement imposable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : III. Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

L'installation est concernée par la dernière exemption du 1°, nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé.

L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ne s'applique donc pas mais l'arrêté préfectoral du 6 juin 2023 fixe les prescriptions techniques à respecter en cas de sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les saisies dans GIDAF n'ont pas encore été réalisées suite à un problème technique. L'exploitant s'est engagé à régulariser les saisies depuis début juillet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : V. Prescriptions locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 6 juin 2023 fixe les prescriptions techniques à appliquer en situation de sécheresse.</p> <p>Le débit de prélèvement constaté est conforme aux restrictions en alerte renforcée (11.5 m3/j).</p> <p>Les mesures de restrictions sont correctement appliquées, hors la transmission hebdomadaire des volumes.</p>

Il incombe à l'exploitant de veiller à cette transmission.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation de l'opérateur (Société)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'opérateur assurant les interventions sur les équipements de climatisation est la société Easing Global Service, disposant de l'attestation de capacité n° 33894.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : CERFA 15497*04

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R. 543-82 du code de l'environnement L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. Art. 11 de l'AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de climatisation la plus importante comprend 35.5T eq CO2 de gaz de type R410A.</p>

Cette installation n'est plus utilisée et doit être déposée dans un avenir proche. L'entretien est toutefois réalisé et le Cerfa est fourni.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etiquetage équipements de fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article Art. 12 Règlement F-GAZ
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement F-Gaz : Etiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12 du règlement du 07/02/2024</p> <p>1. Les produits et équipements suivants qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou dont le fonctionnement est tributaire de ces gaz, ne sont mis sur le marché puis fournis ou mis à la disposition de toute autre personne que s'ils sont étiquetés en tant que tels:</p> <p>a) les équipements de réfrigération ;</p> <p>b) les équipements de climatisation ;</p> <p>c) les pompes à chaleur ;</p> <p>[...]</p> <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque des produits ou des équipements ont été modernisés et que les gaz à effet de serre fluorés ont été substitués, ces produits ou équipements sont réétiquetés avec les informations visées au présent paragraphe mises à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les appareils de climatisation sont bien étiquetés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p>

Constats : Les FDS sont fournies pour le R32 (2 appareils) et le R410A (1 appareil).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les deux FDS sont rédigées en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Format FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les FDS sont datées de mars 2024 et contiennent l'ensemble des rubriques nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : Le fournisseur des FDS est la société Calorie Fluor à Buc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les utilisations identifiées dans la sous-rubrique 1.2 pertinentes pour le site sont SU 3 : utilisation industrielle ou SU 22: utilisation professionnelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens d'extinction FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

<p>Constats :</p> <p>Le gaz R410A accepte en extinction l'eau pulvérisée, le CO2, la mousse et la poudre sèche. Le gaz R32 accepte seulement les extincteurs à poudre sèche. Dans les deux cas, le refroidissement du réservoir doit se faire à l'eau pulvérisée. Le site présente des extincteurs à eau pulvérisée et un extincteur à CO2.</p> <p>Il conviendra de mettre en place des extincteurs à poudre sèche à proximité des climatiseurs avec du gaz R32.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures prévues dans la rubrique 6.2 des FDS sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les groupes de climatisation sont correctement ventilés. Les extincteurs à eau pulvérisée sont présents pour rabattre le gaz R32. Les règles d'élimination réglementaires sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Il n'y a pas de stockage de fluides frigorigènes en dehors des appareils de climatisation. Les fluides sont traités par le prestataire accrédité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Méthodes de traitement des déchets FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les déchets sont traités par le prestataire accrédité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Autorisations/Restrictions FDS (« pour aller plus loin »)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le gaz R410A n'est pas concerné par les règles de REACH.

Le gaz R32 est concerné par la restriction 40 de l'annexe XVII de REACH. Cette restriction concerne les aérosols et n'affecte donc pas le site.

Type de suites proposées : Sans suite